



Choix de l'éditeur

La vision américaine du monde post-impérial, maîtriser la guerre dite « hybride », le modèle des systèmes de corruption et réforme anticorruption, tentative d'explication des coups d'état à répétition au Lesotho, une analyse normative féministe de l'intervention en Libye

La politique étrangère contemporaine des États-Unis est souvent présentée comme le prolongement de la grande stratégie américaine de l'époque de la Seconde Guerre mondiale et de la guerre froide. Tel est le postulat de départ du Professeur Michael Lind dans *La vision américaine du monde post-impérial*. Ainsi, après la guerre froide, les États-Unis et leurs alliés du premier monde ont cherché à étendre « l'ordre mondial libéral » aux pays de l'ancien bloc communiste, le deuxième monde, et aux pays en développement, qu'on appelait le tiers monde. L'objectif de la politique étrangère américaine est, ou devrait être, d'« élargir » la communauté des « démocraties de marché », caractérisées par un système économique néolibéral, des libertés civiles et une démocratie multipartite. Cet essai réfute la vision communément admise. La logique américaine de sécurité a conduit les hommes d'état comme les présidents Wilson, Roosevelt et Eisenhower non pas à rejeter le système étatique westphalien, mais plutôt à encourager un modèle westphalien renouvelé, compatible avec les valeurs républicaines libérales. Tous imaginaient une communauté mondiale, toujours fondée sur l'état souverain, incluant les états antidémocratiques, et non pas une société cosmopolite d'individus. Le consensus autour de la politique étrangère américaine de l'après-guerre froide marquait une rupture avec l'approche américaine victorieuse de l'ère des grandes guerres et de la guerre froide. Proposant une synthèse du libéralisme et du réalisme, l'ancien modèle de l'internationalisme libéral américain est plus utile pour affronter les défis d'aujourd'hui.

Dans l'article *Maîtriser la guerre dite « hybride »*, le professeur adjoint Jyri Raitasalo constate que, depuis l'annexion inattendue de la Crimée par la Russie au début de l'an-

née 2014, les experts en stratégie, les décideurs politiques et les médias se focalisent sur la « guerre hybride » et les « menaces hybrides » apparues tout récemment. Les prétendument nouvelles composantes de la guerre, comme les concepts de « guerre de l'information », « cyberguerre », « trolls sur internet », « zones grises », « guerre du droit », « guerre économique » ou encore les « hommes en vert » non identifiés tarabustent de nombreux observateurs occidentaux. Pour comprendre le développement exponentiel du discours stratégique occidental sur la guerre ces trois dernières années, il faut accepter que depuis la fin de la guerre froide l'Occident a redéfini sa vision de la sécurité internationale. Car, en définitive, les états occidentaux et en particulier les pays européens ont, ces vingt-cinq dernières années, formulé une nouvelle vision de la sécurité qui a éludé ou pour ainsi dire négligé les menaces militaires étatiques traditionnelles. Quand la Russie a annexé la Crimée en 2014 en reprenant les méthodes traditionnelles des grandes puissances en matière de sécurité internationale, la communauté stratégique occidentale peinait à expliquer sa surprise face aux pratiques russes somme toute très classiques. Depuis lors, la guerre hybride s'est imposée comme la principale conceptualisation occidentale de l'art de faire la guerre.

Le professeur Joseph Pozsgai constate, dans son article intitulé *Le modèle des systèmes de corruption et réforme anticorruption : La pression internationale et nationale, et stratégies des gouvernements pour préserver le statu quo*, que la plupart des pays dans le monde, en particulier les pays émergents, parviennent difficilement à mettre en œuvre les réformes anticorruptions conformément aux engagements pris à l'échelle nationale et internationale. Cette situation est particulièrement décourageante compte tenu des importantes ressources injectées par la communauté internationale, des efforts universitaires et de la littérature produite à ce sujet. Une question de fond reste en suspens : qu'est-ce qui empêche la lutte contre la corruption ? Par le biais d'une approche systémique, cette étude présente un modèle théorique pour décrypter le soutien et les résistances aux réformes anticorruptions et identifie les stratégies dont disposent les acteurs à l'échelle nationale et internationale. Ce modèle suggère que, grâce aux différents modes d'influence sur la sphère politique et aux stratégies visant à gagner un appui politique, les acteurs gouvernementaux sont à même de résister aux réformes, malgré la pression apparente de la société et de la communauté internationale.

Le docteur Everisto Benyera examine la répétition des coups d'état militaires au Lesotho dans l'article *Tentative d'explication des coups d'état à répétition au Lesotho*. En prenant la force armée et la monarchie comme unités d'analyse, l'auteur explique la récurrence des coups d'état au Lesotho au regard de cette relation paradoxale présentée ici comme une délégitimisation, une relégitimisation et un antagonisme. L'analyse permet de répondre à quatre questions : quel est le contexte historique de la relation entre le monarque et l'armée au Lesotho ? quel est le statut de la relation entre le monarque

et l'armée? pourquoi les coups d'état sont-ils aussi fréquents au Lesotho? et enfin, le problème du Lesotho est-il un problème propre au Lesotho?

Dans son article *Droits de l'homme, intervention humanitaire, politique internationale et politique étrangère américaine : une analyse normative féministe de l'intervention en Libye*, Faith Okpotor examine, par le biais d'une approche féministe normative, la politique américaine d'intervention humanitaire dans ses interactions sur la scène politique internationale. L'auteur se penche tout particulièrement sur l'adoption par le Conseil de sécurité des Nations Unies (CSNU) de la résolution 1973 qui autorisa l'intervention en Libye en 2011. À travers une ethnographie critique de la morale, Okpotor fournit une analyse discursive de la décision en elle-même et des déclarations des représentants du gouvernement américain. Selon elle, si certains civils libyens avaient certes besoin d'être protégés, le but véritable était un changement de régime, que l'intervention humanitaire armée a largement facilité. En outre, la stratégie adoptée par les États-Unis et leurs alliés, à savoir la non-reconnaissance, dans le texte de la résolution 1973, d'une opposition armée et, paradoxalement, l'appui fourni à cette même opposition, sans compter une prise de position dans le conflit civil, encourageant le militarisme, car les distinctions entre guerre et paix, entre civil et combattant sont gommées.

Rémy M. Mauduit, Éditeur
Air and Space Power Journal—Afrique et Francophonie
Maxwell AFB, Alabama